

Rapport récapitulatif
Réunion d'information des OSC dans le cadre de la
réunion de Commission à Commission entre l'Union européenne et l'Union africaine et
en perspective de la conception d'un mécanisme de participation plus permanent des OSC
7 novembre 2022

I. Introduction et méthodologie

La DG INTPA, en coordination avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et dans le cadre du Forum politique sur le développement (FPD), a organisé une session d'information en ligne avec les organisations de la société civile (OSC). La première partie de la réunion visait à fournir de plus amples informations sur le partenariat Afrique-UE et l'engagement des OSC dans le cadre réunion de la réunion de Commission à Commission entre l'Union européenne et l'Union africaine. Lors de la deuxième partie de la réunion, les OSC ont présenté les progrès réalisés dans la conception d'un mécanisme de dialogue avec la société civile. La session a donné lieu à des questions et à des contributions.

II. Discours d'ouverture

Chiara Adamo, directrice faisant fonction de la DG INTPA chargée du développement humain, des migrations, de la gouvernance et de la paix, a ouvert la session, rappelant que les organisations de la société civile et les représentants de la jeunesse ont plaidé en faveur d'un mécanisme de dialogue plus permanent entre les parties prenantes lors de la Semaine Afrique-Europe qui s'est déroulée en marge du sommet UE-UA en février 2022.¹ Un échange avec la commissaire Urpilainen a ensuite eu lieu en juillet, au cours duquel les organisations de la société civile et les jeunes ont été invités à organiser eux-mêmes des volontaires pour élaborer des idées pour ce futur mécanisme. La participation en temps utile des représentants de l'UE et de l'UA est importante pour le développement du mécanisme.

III. Présentation de la vision commune UE-UA pour un partenariat renouvelé (voir diapositives PPT)

Asad Beg, expert du SEAE et chef d'équipe pour les affaires UE-UA au sein de la division panafricaine, a présenté les quatre piliers de la vision commune UE-UA: Prospérité et durabilité (y compris la stratégie «Global Gateway» (GG), 150 milliards d'euros, annoncée pour des investissements conjoints); Paix et sécurité; Migration et mobilité; et le Multilatéralisme. La contribution de la société civile à l'ensemble de ces piliers est importante pour façonner l'agenda et tenir toutes les parties informées des réalités sur le terrain.

IV. Présentation de la 11e conférence C2C UA-UE et manifestation parallèle avec les OSC/Jeunesse le 28 novembre

Domenico Rosa, directeur des partenariats stratégiques de la DG INTPA, a rappelé que le C2C a été créé avec le lancement du partenariat UA-UE en 2007. L'objectif du C2C est un dialogue annuel autour des principales priorités, initiatives politiques et investissements du partenariat; et de suivre les progrès du sommet des chefs d'État de février 2022. Bien qu'il existe des différences entre la Commission de l'UA, qui est un secrétariat interinstitutionnel/intergouvernemental, et la Commission de l'UE, qui jouit d'une plus grande autonomie,

¹ Toutes les informations provenant du sommet UA-UE sont disponibles ici, y compris les conclusions et la déclaration commune: <https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/international-summit/2022/02/17-18/>

Le communiqué de presse est disponible à l'adresse suivante: <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/02/18/sixth-european-union-african-union-summit-a-joint-vision-for-2030/>.

l'objectif de la C2C est d'établir un partenariat équilibré entre les commissaires de l'UA et de l'UE, y compris en convenant d'actions concrètes de part et d'autre, afin de maximiser les résultats.

La Semaine Afrique-Europe a constitué une avancée importante et novatrice en ce qui concerne la participation de la société civile. Dans ce contexte, la Commission européenne propose un événement dans la matinée de la réunion de commission à commission, le 28 novembre, sous une forme similaire à celle de la rencontre «Meet the Leaders», afin de faciliter l'interaction directe entre les représentants de la société civile et certains commissaires de l'UE et de l'UA qui participeront ensuite à la réunion C2C. Les discussions porteront essentiellement sur les progrès réalisés depuis le sommet sur chacun des thèmes du groupe de travail C2C², cela afin de contribuer au débat C2C du point de vue de la SC. En outre, cet événement en marge du C2C s'inscrit dans le cadre d'un processus visant à développer un engagement plus permanent des parties prenantes dans le partenariat UE-Afrique, comme l'a également encouragé la déclaration du sommet.

V. Présentation du processus mené par les OSC pour définir des suggestions en vue d'un mécanisme de dialogue avec les OSC

Adam Alqali, African Newspage et **Riccardo Roba**, CONCORD Europe ont expliqué que cet exercice démocratique nécessite du temps, mais qu'il s'avère fructueux. Le processus a débuté par la collecte de données sur d'autres mécanismes de partenariat visant à créer un dialogue avec la société civile, cela avec des contributions précieuses de l'équipe conjointe INTPA-OCDE, mais aussi d'autres expériences, telles que l'engagement de la société civile et des populations autochtones au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations unies.

Le projet de note conceptuelle relative au mécanisme progresse bien, mais il n'a pas encore été finalisé. Il est organisé en quatre sections: I) la vision «Pourquoi» selon laquelle la voix des personnes les plus touchées par les décisions doit être au cœur d'un partenariat Afrique-UE efficace et constructif; II) «Quoi» l'objectif est de faciliter la participation de la société civile à l'élaboration conjointe du programme de partenariat et de faire le suivi de la mise en œuvre des décisions et initiatives; III) «Comment» les fonctions et les activités à entreprendre pour promouvoir un dialogue structuré; et iv) la gouvernance du mécanisme fondée sur les droits humains et les principes d'inclusion; donner la priorité aux secteurs les plus touchés de la population; l'équilibre entre les régions; et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Le mécanisme proposé sera ancré dans des engagements autonomes et volontaires de la SC. Un engagement efficace nécessitera un engagement politique de la part de l'UA et de l'UE reconnaissant la SC comme un partenaire à part entière, ainsi que la nécessité d'allocation de ressources administratives et financières adéquates. Elle utilisera des plateformes hybrides (en ligne et en présentiel) et facilitera la participation d'un groupe diversifié et équilibré d'OSC d'Afrique, d'Europe et de la diaspora, leur permettant de débattre de questions et de priorités communes, de partager des connaissances et des ressources et de renforcer les capacités. Elle devrait également veiller à ce que les institutions africaines et de l'UE partagent de manière proactive leurs informations dans différentes langues, y compris un retour sur la manière dont les dirigeants utilisent les consultations des OSC.

En conclusion, Alqali et Robba ont fait part de la nécessité d'un dialogue actif avec l'UA pour développer le mécanisme, avec un certain nombre de possibilités à venir, dont la conférence C2C en novembre à Bruxelles, et

² Les quatre groupes de travail porteront sur: 1) comment réaliser la connectivité GG grâce à l'intégration économique, au numérique, à l'énergie, aux transports et à la chaîne de valeur; 2) comment stimuler le développement économique et social: santé, éducation, mobilité des étudiants et des enseignants, science, technologie et innovation; 3) comment renforcer la résilience aux chocs actuels tels que les prix de l'énergie et l'insécurité alimentaire (y compris le développement de systèmes agroalimentaires; les mesures en faveur du climat; aide humanitaire et réduction des risques de catastrophe); et 4) la paix, la sécurité et la gouvernance, dans le cadre d'une coopération de longue date avec l'UA.

ont invité la Commission européenne à l'initier. Ils ont également demandé que la Commission européenne soutienne l'organisation d'une consultation publique afin d'intégrer les points de vue d'un groupe plus large ensemble d'OSC africaines et européennes qui ne pouvaient pas participer au processus d'élaboration du cadre conceptuel du mécanisme. Cette consultation s'inscrit dans le plan d'action de la CS, qui prévoit des activités ciblées pour finaliser la conception de suggestions pour le mécanisme d'engagement.

VI. Remarques finales

Patrick Rabe, chef d'équipe de la DG INTPA pour les OSC, a résumé les discussions et les prochaines étapes. L'importance du FPD en tant que forum de dialogue ouvert et son rôle d'organisation dans la mise en place de futures sessions d'information a été soulignée.

Dans les prochaines étapes, le rapport et la présentation PPT de cette réunion seront partagés afin que les CS puissent les diffuser au sein de leurs réseaux. La Commission reviendra vers les participants avec de plus amples détails sur la réunion C2C du 28 novembre. En ce qui concerne le mécanisme de consultation, les travaux du groupe de volontaires de la CS se poursuivront, et la Commission intensifiera ses travaux pour y contribuer en plus des réunions déjà prévues. L'importance de la participation de l'UA et de ses États membres a bien été notée.

Annexe: Propositions et clarifications issues de la discussion

1. Partenariat UA-UE et réunion C2C

Précisions de la Commission:

Participation de la société civile: Bien que les négociations se déroulent entre l'UA et l'UE, il est important de développer le mécanisme d'engagement plus permanent proposé par les OSC afin de leur permettre d'exprimer leurs positions et de fournir des contributions en amont, plutôt que simplement en réponse aux réunions. Il permettra également une meilleure vue d'ensemble pour le processus de planification des réunions dès à présent, après la pandémie.

Migrations et mobilité; terrorisme et État de droit: Un dialogue UE-UA sur les droits de l'homme aura lieu le 5 décembre, avec une session d'information préparatoire avec la SC le 17 novembre, puis un séminaire des OSC les 1 et 2 décembre. La stratégie «Global Gateway» comprend 2 initiatives de l'Équipe Europe: sur la route migratoire Atlantique/Méditerranée occidentale et sur la route migratoire de la Méditerranée centrale. Il comprend également le renforcement de la réponse régionale en matière de lutte contre le terrorisme en collaboration avec l'*Académie internationale de lutte contre le terrorisme*, ainsi qu'une initiative en matière de justice transitionnelle.

Suivi de l'exécution

La Commission met à jour des fiches d'information, notamment sur le GG, et prépare des actions et des informations sur la paix, la sécurité et la gouvernance; sur la migration et la mobilité; ainsi que le multilatéralisme. La Commission travaille également à plusieurs niveaux (gouvernement à gouvernement; CS vers CS, y compris les groupes de réflexion; et avec le secteur privé) à examiner comment intégrer des questions telles que la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et l'investissement dans les personnes.

Un comité de suivi composé des ministres des affaires étrangères des deux parties examinera ce qui a été accompli depuis le sommet. Cette réunion se tiendra parallèlement à la réunion ministérielle provisoirement prévue à Bruxelles au cours du premier semestre de 2023. Un communiqué de presse conjoint UA-UE sera négocié et approuvé. La Commission travaille avec l'UA sur deux éléments livrables à approuver lors de la réunion: 1) une proposition relative au comité ministériel de suivi; et 2) un tableau de suivi établissant des étapes et des rapports

sur la manière dont les engagements sont mis en œuvre. Du point de vue de l'UE, il n'y a aucune raison de ne pas le rendre public une fois que sa structure et son contenu auront été approuvés.

Les SC devraient certainement jouer un rôle permanent et structuré dans le suivi de la mise en œuvre du partenariat. La question est de savoir comment y parvenir au mieux. La division de gouvernement ouvert de l'OCDE a mené de vastes travaux universitaires et pratiques à cet égard et aide l'UE et l'OEACP à élaborer un mécanisme d'information, de consultation et d'engagement sur la société civile qui respecte les rôles et les fonctions des différents partenaires.

Propositions de CS:

- Les participants de la SC se sont déclarés intéressés par la proposition d'un événement pour discuter des progrès réalisés depuis le sommet dans les quatre mêmes groupes thématiques que les groupes de travail officiels. Ils poursuivront les discussions entre les organisations de la société civile et reviendront à la Commission des propositions.
- En ce qui concerne le débat C2C sur le mécanisme structuré pour l'engagement en faveur de la société civile, celui-ci sera-t-il intégré dans tous les groupes, ou y aura-t-il un groupe de travail distinct ou une discussion en plénière? Les participants ont souligné qu'il importait que les États membres soient associés à une approche commune à la fin de la conférence C2C.
- Un rapport sur l'état d'avancement des 8 premiers mois depuis le sommet; l'élaboration de plans pour les années à venir et la manière dont le GG, les initiatives d'ingénierie technologique et la programmation régionale pour le SSA se combinent pourraient constituer un moyen utile de fournir des informations aux OSC en amont, afin qu'elles puissent apporter une contribution utile.
- La CS a souligné que le mécanisme de suivi est au cœur d'un dialogue constructif avec la société civile et garantit l'obligation de rendre des comptes et la légitimité. Un autre point de la discussion C2C pourrait être de savoir comment faire en sorte que les SC fassent partie du mécanisme de suivi afin que la proposition issue du C2C officialise la position CS.
- Il a également été suggéré de mettre en place un suivi conjoint tripartites: OSC—gouvernement (UA-UE)—secteur privé, même s'il s'agit d'une équipe plus petite.

2. Mécanisme de participation des OSC

Renseignements.

- Des efforts ont été déployés pour réunir le plus grand nombre possible de **représentants** de la **jeunesse** et des syndicats.

Propositions:

- La CS communiquera un projet actualisé du mécanisme à ce groupe PFD lorsqu'un accord plus précis aura été trouvé sur les éléments plus opérationnels.
- Des séances d'information telles que celle-ci sont utiles. Les SC proposent une autre possible session d'information pour examiner plus en profondeur le projet de note conceptuelle, suivie d'une consultation publique plus formelle afin de veiller à ce que davantage de SC et d'organisations de jeunesse puissent apporter leur contribution et approuver le mécanisme de participation des OSC proposé.
- Une fois que la SC aura marqué son accord sur un projet final de note conceptuelle et qu'elle aura l'intention de négocier les conditions d'engagement de l'UE et de l'UA, il pourrait être utile de mener une discussion stratégique sur le plan de diffusion et sur la manière de garantir l'adhésion au mécanisme pour que celui-ci soit un succès.